

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-negoce-de-la-main-d-oeuvre-des-prisonniers-aux-Etats-Unis>

Le négoce de la main d'œuvre des prisonniers aux Etats-Unis.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : samedi 6 janvier 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

"Aujourd'hui nous changeons la direction de notre pays", disait la nouvelle présidente de la Chambre de Représentants des Etats-Unis, Nancy Pelosi, au cours de son investiture dans sa nouvelle charge. Les démocrates se sont montrés décidés à agir contre le secteur marchand spécialisé dans les prisons qui pèse des milliards de dollars.

Par **José A. Fernández Carrasco** (CCS)

[El Correo](#). Paris, 5 janvier 2007.

[Leer en español](#)

Les prisons privées se servent du travail des convicts aux Etats-Unis. La [Correction Corporation of Amérique](#) (CCD), entreprise leader du secteur, s'est transformée un véritable empire. Détenant la moitié du marché elle fait partie des cinq entreprises les mieux cotées à la bourse de New York.

Aux Etats-Unis, il y a plus de 2 millions de prisonniers, la plus grande population recluse du monde. Bien que le pourcentage d'infractions n'ait pas augmenté, le nombre de prisonniers est dix fois plus grand qu'en 1970. Beaucoup de ceux-ci se trouvent dans un des 120 centres privés que comprend la *Correction Corporation of Amérique* (Complexe Industriel de Prisons). Celle-ci profite d'une politique pénitentiaire qui depuis le déclenchement de "la guerre contre les drogues", entreprise par Ronald Reagan en 1981, est basée sur la répression et laisse de côté l'éducation et la réinsertion.

La privatisation des prisons n'est pas quelque chose de nouveau. Elles ont été créées il y a un siècle aux Etats-Unis, et les conséquences ont été désastreuses.

L'argument de ceux qui ont défendu la création des centres pénitentiaires privés dans la décennie les années 80, était qu'ils réduiraient les dépenses de l'État et qu'ils étaient mieux formés pour développer des services de réinsertion sociale.

Mais une étude détaillée de l'[Université de Cincinnati](#) de 1999, a démontré que la réduction des frais publics, si elle existe, est minimale, et les critères utilisés supposent toujours une réduction des droits fondamentaux des prisonniers : limitant l'attention médicale, l'alimentation, la propreté et la surveillance.

En outre, ces centres ne sont pas capables de contrôler la violence, trois fois plus grande que dans les prisons publiques.

La plus grande affaire pour cette industrie est l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché et en constante augmentation. Dans ces "correctionnels", comme on appelle les prisons privées aux Etats Unis, le travail des prisonniers n'est pas soumis aux lois du salaire minimum et ceux-ci n'ont aucune protection sociale, ce qui de façon continue de violer leurs droits les plus basiques.

Des entreprises comme Microsoft, Starbucks et Colgate Palmolive ont profité de la force de travail de ces prisonniers. Même si les prisonniers ont rencontré un intérêt dans le travail et qu'il ait facilité leur réinsertion, le salaire net qu'ils reçoivent, est de 1 à 2 dollars/heure, chiffre inférieur à celui des centres publics, et parfois ils sont

Le négoce de la main d'œuvre des prisonniers aux Etats-Unis.

obligés de travailler gratuitement.

Le gouvernement étasunien veut perpétuer ce négoce. Le durcissement des lois garantit une forte demande nécessaire pour qu'elle soit rentable. Il est ainsi apparu la « guerre contre la drogue » et « la loi des trois délits », qui facilite qu'au troisième dérapage, même s'il s'agit de voler une pizza, la personne peut être condamnée à la prison pour le reste de sa vie. En profiter de ceux les plus défavorisés se transforme alors dans une meilleure affaire encore.

63% des emprisonnés appartient à des minorités noire et latine, qui forment seulement la quatrième partie de la population étasunienne et 100.000 prisonniers sont des immigrants sans papiers.

Bush a promis de durcir l'immigration clandestine et le cours des entreprises du secteur en bourse ont crû encore plus. Les sans-papiers signifient pour elles 230 millions de dollars par an des bénéfices supplémentaires.

La majorité des Etats dépensent plus dans la construction des prisons, que dans de nouvelles écoles. La privatisation a été étendue à d'autres pays comme le Royaume-Uni, l'Australie et Puerto Rico (protectorat étasunien).

Dans un État de Droit il n'a pas lieu d'être qu'une entreprise fasse des bénéfices avec le devoir qu'a le Gouvernement de faire accomplir la peine mais, plus important, de rééduquer et réinsérer les personnes qui ont commises un délit. C'est une question de principes : la privation de liberté humaine est la peine ; le respect et une autre chance sont ses droits.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.